

Présidentielles 2017 : Les quatre propositions démagogiques les plus basses

Posté le : 4 avril 2017 12:43 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Pays en voie de développement, Crise systémique, Attitudes, Economie et politique

La démagogie est la maladie honteuse de la démocratie. Le démagogue veut acheter le vote d'une majorité d'électeurs avec l'argent des autres qu'il doit abaisser dans l'opinion pour faire accepter leur rôle de victime expiatoire. Le démagogue est toujours abject : il projette vers le bas et le processus électoral et l'électeur. La démarche démagogique revient toujours à nuire à un bouc émissaire en laissant croire que les autres s'en trouveront bien, alors qu'il n'y a aucune chance que cela marche. Mais on aura gagné, ce qui, pour ces gens là, est l'essentiel. Le cynisme est toujours le compagnon du démagogue. La malfaisance, elle, est toujours au bout du chemin.

Dans les pays socialistes violents, le mensonge et la violence étaient obligatoires. C'était le seul moyen de calmer les envies de révolte « des masses » devant une misère constante et sans espoir.

On tuait ou emprisonnait quelques cadres du régime pour montrer qu'on avait le nez propre et qu'on faisait la chasse aux vilains profiteurs. En France, le mensonge éclate dans les trois mois qui suivent l'élection avec une chute vertigineuse et définitive dans les sondages, mais la violence fiscale reste. Et les résultats désastreux.

Il est donc nécessaire de dénoncer la démagogie et dans le cas présent de distinguer les quatre plus graves manifestations de cette pratique honteuse et porteuse de lendemains sinistres.

1. A tout seigneur tout honneur : le Front national se refuse à proposer quoi que ce soit de sérieux tant qu'on n'a pas pris de mesures contre les immigrés. Croire qu'on peut financer le renouveau « patriotique » en se servant sur les immigrés est une chimère autant qu'une saleté que l'on tartine sur la tête de boucs émissaires. La démagogie va ici jusqu'au refus de penser.
2. L'idée d'Emmanuel Macron d'exonérer 80% de la population de la taxe d'habitation est de l'achat de vote pur et simple. Il est parfaitement normal que la population dans son ensemble contribue aux charges locales de proximité. Affirmer que seul 20% de la population doit le faire est indigne. Pourquoi pas 10 ou 5%. Comme les 80% sont la majorité électorale, cela veut dire qu'elle peut imposer aux autres des dépenses sans fin sans même se rendre compte du caractère ingérable de la situation. La mesure est inconstitutionnelle puisque chacun doit contribuer « à proportion de ses ressources ». Créer une république censitaire à l'envers est la certitude d'aller vers le chaos, ne serait-ce qu'avec les effets de seuil : le passage dans la catégorie des 20%, dont on se demande comment elle sera calculée, entraînera une perte de niveau de vie ahurissante dont on cherchera inlassablement à se prémunir.
3. La suggestion, par le même Macron, que la hausse des rémunérations des salariés ne sera pas obtenue par un progrès de la production mais par la taxation des retraités est également de l'achat de vote. La spoliation fiscale ciblée n'a pas pour but de concourir aux charges de la nation mais de donner de l'argent à des masses électorales pour arracher leur vote. L'idée qui consiste à augmenter de 1.7% la CSG sur les 40% de retraités les plus aisés afin de donner quelques centaines d'euros à chaque salarié est tout aussi inconstitutionnelle que la précédente. On ne contribue plus « à proportion de ses ressources » à des charges collectives. Comme précédemment les 40% les plus riches sont totalement arbitraires. Pourquoi pas les 20, les 10, les 5% ? Le calcul est infaisable dans la durée. Les effets de seuils sont les mêmes. Le mensonge est d'affirmer qu'1.7%, ce n'est presque rien. En vérité, les ménages concernés

paient déjà l'impôt et ont de frais fixes d'existence, ne serait-ce que les frais de logement. Tous ceux qui connaissent les ressources nettes-nettes des ménages retraités savent qu'une grande partie d'entre eux sont obligés depuis 2008 à puiser dans leur épargne pour boucler leurs fins de mois. Il leur faut souvent vendre ce qu'ils avaient mis une vie à acquérir. La taxation nouvelle va aggraver ce phénomène tout en privant de 15 à 30% de leur revenu disponible les 20% les moins exposés. Le tout alors qu'on tient en France à un régime de retraites par répartition financé par les actifs. La mesure revient donc à baisser le prélèvement sur les salariés pour diminuer les ressources des retraités. Incohérence et injustice sont toujours au rendez vous de la démagogie et de terribles difficultés en vue pour les victimes expiatoires retraitées qui n'ont aucun moyen de s'en sortir sinon fuir dans des pays qui exonèrent les retraités comme le Portugal.

4. Le revenu universel pour tous sans conditions est également le genre de folies démagogiques qui ne peuvent aboutir qu'au désastre, dans la mesure où l'incitation à la production disparaît, ce qui laisse le financement de l'affaire aux imbéciles qui croiront utiles de travailler pour les autres, et qu'on aggrave le système en proposant de l'appliquer à quiconque viendrait à se trouver sur le territoire « national » et notamment l'ensemble des migrants du tiers monde, pour qui le montant envisagé représente 5 à 6 fois ce qu'ils peuvent espérer gagner en travaillant chez eux, s'ils trouvent du travail.

Le monde dominant de la finance mondialisée, de la haute fonction publique, des médias sous dépendance d'intérêts privés ou de leurs banquiers, veut un second tour entre Mme Le Pen et M. Macron, garantissant la victoire de ce dernier, fut-ce que prix d'une crise morale et institutionnelle. Il est à noter que trois sur quatre des pires propositions démagogiques sont le fait de ces deux candidats. Indépendamment des méthodes employées pour aboutir à ce second tour, qui marquent à jamais ces élections d'un signe de bassesse indélébile, et a déshonoré un quarteron de hauts fonctionnaires et une partie de la presse, l'ampleur de la démagogie est telle qu'elle pose la question de la survie de la France comme puissance mondiale, comme nation unie, comme démocratie réelle et comme foyer actif de prospérité économique générale.

En 2012 nous avons déjà dénoncé la nullité de la campagne électorale et le risque de son résultat.

[Une analyse brève du scrutin présidentiel français](#)

Cela a fini par le mépris généralisé contre un Président qui n'a même pas pu se représenter en fin de mandat, avec un bilan national exaltant : 5.5 millions de chômeurs, 2 150 milliards de dettes, 2 millions d'adolescents à la rue, 7 à 9 millions de pauvres. Et cela sans crise économique extérieure.

Jusqu'où descendrons-nous, sachant qu'on risque pour bientôt une nouvelle crise générale ?